

MARIE HÉLÈNE SKA

# « Où est le respect envers les travailleurs ? »

Marie-Hélène Ska est secrétaire générale de la CSC. Viscéralement attachée à la justice sociale et au respect de l'autonomie des personnes, elle regrette le manque de vision à long terme des responsables politiques. Et dénonce l'actuel déséquilibre en matière de concertation sociale, au détriment des travailleurs.



**V**ous êtes issue d'un milieu rural. Comment êtes-vous entrée dans le syndicalisme chrétien ?

– Effectivement, je viens du Luxembourg, d'une famille d'agriculteurs qui a toujours été très engagée, que ce soit dans des combats agricoles ou dans l'ACRF (Action chrétienne rurale des femmes) et dans les mouvements de jeunesse. C'est aussi dans ma famille que j'ai expérimenté ce que peut représenter l'accueil. Quand j'ai terminé mes études, j'ai reçu une lettre de mes parents. C'était la première fois qu'ils m'écrivaient. Ils avaient vu dans *En Marche*, le journal des Mutualités Chrétiennes, une offre d'emploi à la CSC et pensaient que cela pourrait peut-être m'intéresser.

– Quelles études supérieures aviez-vous suivies ?

– J'ai fait deux ans à Namur en sciences économiques, puis la sociologie. J'ai obtenu ensuite un diplôme en management public. Pour en revenir à cette offre d'emploi, je l'ai envisagée comme un défi. Je n'en ai parlé à personne. J'ai postulé et j'ai été engagée au service d'études de la CSC. Je ne connaissais pas vraiment

ce mouvement syndical. Mais j'y ai trouvé un travail qui correspondait réellement à mes valeurs profondes. C'est un boulot où j'ai eu la chance d'avoir beaucoup d'autonomie dans ce que je faisais. Je n'ai jamais eu de plan de carrière. J'ai rencontré ensuite beaucoup de personnes qui m'ont dit que ce serait bien de m'occuper de sécurité sociale et de fiscalité. Ce que j'ai fait. Et finalement on m'a proposé de devenir Secrétaire Générale de la CSC. Je n'avais jamais imaginé que j'accèderais un jour à cette fonction. Quand j'ai été désignée, j'ai dit que je ne prenais pas cela comme une promotion mais comme une suite de l'engagement qui était et qui reste le mien.

– Vous dites que cette fonction est dans la droite ligne de vos valeurs. Quelles sont-elles ?

– La justice sociale, mais aussi le respect de l'autonomie des personnes. J'y suis viscéralement attachée. On dit souvent que tout seul on va plus vite mais qu'ensemble on va plus loin. C'est le sens du mouvement collectif, c'est le sens de l'action syndicale. Ce qui m'a toujours frappée à la CSC, c'est la capacité qu'on a

de définir très vite des projets communs. On est donc un contre-pouvoir mais en même temps porteur de valeurs et de projets très concrets. Cet aspect-là est quelque chose qui m'anime beaucoup.

– Vous êtes une femme, et beaucoup de femmes sont engagées dans une action sociale. Mais n'est-ce pas parfois plus difficile ?

– En tout cas, à la CSC je n'ai jamais perçu cela comme tel. J'ai eu le privilège que mes prédécesseurs ont beaucoup travaillé à ce que les femmes aient leur place dans l'organisation. À la CSC en tout cas, elles l'ont toujours eu et pleinement. Cela ne veut pas dire qu'ailleurs, l'égalité est là, au contraire. C'est pourquoi nous faisons régulièrement des rencontres pour évaluer la situation, pour prendre mieux en compte certaines revendications et les porter haut dans l'agenda syndical. Je trouve aussi qu'il est important d'avoir une diversité des figures représentant les

**« Aujourd'hui, il y a beaucoup de personnes que l'on ne veut plus voir. Ces personnes-là, ce sont des êtres humains en chair et en os, qui ont une famille. »**

travailleurs. Des hommes, des femmes et j'espère bientôt davantage de responsables représentant les personnes étrangères qui ont toute leur place dans le mouvement syndical.

– N'avez-vous pas l'impression qu'aujourd'hui, la solidarité a mauvaise presse, qu'elle recule ? On entend dire que cela coûte cher, que c'est inefficace. Comment analysez-vous cela comme responsable syndicale ?

– Je mettrai deux éléments en avant. Je ne partage pas le fait que la solidarité recule, mais les formes de solidarité changent. Je pense qu'un certain nombre de mécanismes de solidarité ne vont plus nécessairement de soi. Il y a donc un plus grand degré d'exigence pour expliquer ce que l'on veut faire. Je vois aussi que plus les horizons sont incertains au niveau individuel, plus on a peur pour soi-même, plus on a du mal à se mettre derrière une bannière collective. C'est donc une préoccupation de garder des messages forts en terme de solidarité. Il est important de les traduire d'une manière qui puisse avoir de l'impact sur chacun. Un message global pour la solidarité est un message difficile

à faire passer. Par contre, des messages qui disent ce qui est juste ou injuste et qu'une solution collective rend plus fort, passent mieux aujourd'hui. Si on veut améliorer ses conditions de travail dans l'entreprise, on peut essayer de le faire tout seul. Mais si ensemble on définit un certain nombre de règles, on est plus fort et on peut le faire. Donc, je pense qu'on se porte mieux dans une société moins inégalitaire et plus solidaire. Tirer des principes généraux pour tout le monde est certainement plus compliqué. Cela nous demande donc comme syndicat, un effort d'imagination et la révision d'un certain nombre de mécanismes.

– On entend souvent dire que si les syndicats ne s'occupaient pas du paiement des chômeurs, ils perdraient beaucoup d'affiliés. Qu'en pensez-vous ?

– Je pense que c'est exagéré. Les personnes qui perçoivent une allocation de chômage via notre syndicat ne représentent pas la majorité des affiliés, même si c'est une situation qui concerne beaucoup de personnes aujourd'hui. Mais le fait de contribuer à payer les allocations de chômage est important. Derrière ce service très concret, il y a aussi

un endroit où les demandeurs d'emploi se rencontrent, se mettent ensemble. Dans un monde où les sans-emplois sont stigmatisés, ce sont des lieux de socialisation. C'est aussi une manière de voir, au sens premier du terme, cette population. Aujourd'hui, il y a beaucoup de personnes que l'on ne veut plus voir. Quand je lis dans le dernier rapport sur la pauvreté en Belgique que quinze pour cent des familles sont concernées, cette statistique est abstraite. Mais quand on dit que cela représente un million cinq cent mille personnes, cela signifie que c'est l'équivalent de plusieurs provinces entières qui vivent sous le seuil de pauvreté. Ces personnes-là, ce sont des êtres humains en chair et en os, qui ont une famille.

– Un autre reproche souvent fait aux organisations syndicales est qu'elles sont passives, qu'elles s'arc-boutent sur des droits acquis. Vos combats seraient d'arrière-garde. Comment réagissez-vous à ces critiques ?

– Je réponds trois choses. En premier lieu, vivre en société, ne signifie pas juste vivre les uns à côté des autres. Le rôle des organisations syndicales est

aussi de défendre un certain nombre de mécanismes du vivre ensemble, les uns avec les autres. Le deuxième élément que je veux souligner, est que se battre aujourd'hui pour défendre des systèmes dont l'absence dans le reste du monde pose de graves problèmes, n'est pas un combat d'arrière-garde. Les rapports de l'Organisation Internationale du Travail disent ainsi que la Belgique a moins souffert de la crise financière de 2008-2009 grâce à son système de sécurité sociale et de redistribution. Nous devons être fiers de ce que nous avons fait.

Et si grâce à cela cent mille personnes vivent un peu moins mal à la fin du mois, tant mieux. C'est vital de pouvoir mener ces combats. Enfin, troisième élément : derrière la défense des mécanismes de sécurité

sociale que nos prédécesseurs ont menée de haute lutte, nous mettons en avant toute une série de projets importants. Plaider pour une fiscalité de l'ensemble des revenus ne se fait pas alors que c'est une urgence sociale et économique. Dire aujourd'hui qu'il faut considérer la carrière autrement qu'en disant à un jeune qu'il n'a pas de place, qu'on vous presse comme des citrons et puis on vous met dehors, est un vrai combat de société. Les mécanismes fondamentaux de solidarité sont essentiels. Il est primordial que nous continuions à défendre la sécurité sociale.

– Vous dites que la sécurité sociale doit être farouchement défendue, qu'elle est un élément essentiel pour une redistribution équitable des richesses produites. Pourtant cette sécurité sociale est petit à petit grignotée, parfois de manière insidieuse...

– Si la sécurité sociale n'existait pas, il faudrait l'inventer. Quand je vois le nombre de pays, y compris les pays que l'on dit aujourd'hui avancés, comme l'Angleterre où l'on voit des contrats de travail à zéro heure, quand je vois l'Allemagne qui vient enfin d'instaurer un salaire minimum, les États-Unis, où aujourd'hui des millions de personnes vivent sans aucune protection sociale, je me dis que nous n'avons pas à rougir de notre système de sécurité sociale. Il est vrai que l'on a connu des petits « grignotages » du système. Ils sont souvent fondés sur le fait qu'on prend une loupe pour essayer de trouver les aspects pervers du système. Mais quelle est la perspective que nous voulons tracer ? Si j'avais un reproche à faire aux politiques en la matière, c'est de ne pas avoir cette

vision à long terme. Quel type de monde veut-on construire pour que l'homme se sente reconnu ? Ce que la politique oublie souvent, c'est que la société ne se dirige pas uniquement par lois et par décrets. Quand nous avons un accord avec les employeurs ou avec le gouvernement, ce n'est pas juste un accord avec quelques personnes autour d'une table. C'est un accord qui a été longuement discuté, avec beaucoup de personnes, de militants, avec beaucoup d'informations. Il peut être largement porté.

---

*« J'ai parfois l'impression que le monde du travail est devenu quelque chose de virtuel pour un certain nombre de responsables. »*

---

– Mais aujourd'hui, la concertation sociale est aussi mise à mal !

– La concertation sociale est toujours mise à mal quand le rapport de force est déséquilibré entre ceux qui doivent la mener. C'est aujourd'hui le cas, avec un gouvernement qui avance sans attendre beaucoup de résultats de la concertation sociale et des employeurs qui ont compris qu'en allant directement au gouvernement ils obtiendraient plus qu'autour de la table. Les actions que nous avons menées en 2014 et que nous allons continuer à mener visent à réintroduire un élément de rapport de force. Nous voulons dire : « Faites attention. Mettons-nous autour de la table pour discuter d'un certain nombre de situations parce que les bénéfiques à moyen terme et à long terme seront plus importants qu'en voulant décider de façon autoritaire. »

– Vous avez réaffirmé la nécessité d'avoir une vision globale de la société. En quoi cette préoccupation constante peut-elle contribuer à une vie plus démocratique ?

– Je dis avec force et volonté que c'est fondamental. Regardez l'état de délitement de sociétés avancées comme la France, les Pays-Bas qui sont aussi dans une situation politique difficile, avec des corps intermédiaires qui sont souvent très faibles. On voit alors à quel point la démagogie et le populisme monte en flèche. On prend des risques démocratiques énormes. Mais je ne dis pas que les organisations syndicales sont les seuls remparts de la démocratie. On a la chance en Belgique d'avoir un tissu associatif extrêmement dense et bien maillé.

Nous nous sommes réjouis de la mise en place d'autres formes d'action citoyenne comme *Hart boven Hard* et *Tout Autre Chose*. Ce sont de belles initiatives, d'autant qu'elles partent de la mobilisation des travailleurs du secteur culturel. Elles rappellent qu'il est inconscient pour un gouvernement de dire que la culture n'est pas importante. Quand on s'attaque à la culture on s'attaque aux bases de la société, aux bases du vivre ensemble. Nous souhaitons le développement de ces actions, mais chacun doit rester auto-

nome. En revanche, tout cela mis ensemble constitue, sans doute, le meilleur élément de prise en compte de ce que vivent les citoyens, les travailleurs, les consommateurs. Nous devons donc rester attentifs, protéger soigneusement et

développer ce rôle d'intermédiation entre les citoyens et le politique. Il est complètement illusoire de croire que nous allons développer une démocratie directe, simplement en allant déposer notre bulletin de vote tous les cinq ans puis se taire et laisser faire.

– Pour conclure, quelles sont vos attentes profondes ?

– J'attends beaucoup de respect pour les travailleurs. Pour moi, c'est essentiel et cela manque cruellement aujourd'hui. J'ai parfois l'impression que le monde du travail est devenu quelque chose de virtuel pour un certain nombre de responsables. Beaucoup de travailleurs, de retraités, de malades, d'invalides, de sans emplois ne se sentent plus représentés aujourd'hui. J'attends aussi de la justice. C'est fondamental. Aucune société ne peut vivre s'il n'y a pas le sentiment que les mesures qui sont prises sont justes. Il est aussi très important d'avoir des perspectives pour les générations à venir, de prendre la longue vue et de se poser la question de savoir quelle planète on va laisser à ceux qui nous suivent. Toute l'histoire du mouvement ouvrier a toujours été jalonnée de ces perspectives à long terme, cette préoccupation qui revient finalement à dire : « mettre l'humain au centre. »